



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Étude de programmation pour la construction d'un
nouveau site - CMI de Besançon**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction Territoriale Rhône-Saône
2 rue de la quarantaine
69321 LYON CEDEX 05

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Etude de programmation pour la construction d'un nouveau site - CMI de Besançon
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	18 mois
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Sans
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 – Conflit d’intérêt.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Durée et délais d'exécution	5
3.1 - Délai d'exécution	5
4 - Prix.....	5
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
4.2 - Modalités de variation des prix	5
5 - Garanties Financières	5
6 - Avance.....	5
7 - Modalités de règlement des comptes.....	5
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	5
7.2 - Présentation des demandes de paiement.....	6
7.3 - Délai global de paiement	6
7.4 - Paiement des cotraitants	6
7.5 - Paiement des sous-traitants.....	7
8 - Conditions d'exécution des prestations.....	7
8.1 – Contexte de l’opération.....	7
8.2 - Programme.....	9
8.3 – Planning théorique	15
9 - Développement durable.....	15
10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	15
11 - Pénalités.....	15
11.1 - Pénalités de retard.....	15
11.2 - Pénalité pour travail dissimulé	16
12 - Assurances.....	16
13 – Confidentialité et mesures de sécurité	16
14 - Protection des données à caractère personnel.....	16
15 - Résiliation du contrat.....	16
15.1 - Conditions de résiliation.....	16
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	17
16 - Règlement des litiges et langues.....	17
17 - Dérogations.....	17

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :
Etude de programmation pour la construction d'un nouveau site - CMI de Besançon

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. L'objet du marché ne permet pas l'allotissement de la prestation.

Le marché est décomposé en une tranche ferme et trois tranches optionnelles comportant des phases.

Phase(s)	Désignation
Tranche ferme	<i>Phase 1 : Analyse du besoin et préprogramme théorique</i>
	<i>Phase 2 : Aide à la recherche de site</i>
Tranche optionnelle 1	<i>Phase 3 : Études de faisabilité – tests de scénarii</i>
Tranche optionnelle 2	<i>Phase 4 : Programme technique et fonctionnel détaillé</i>
Tranche optionnelle 3	<i>Phase 5 : assistance au maître d'ouvrage pour la passation du marché de maîtrise d'œuvre (concours).</i>

1.3 – Conflit d'intérêt

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du contrat doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le titulaire doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
- Le cahier des clauses particulières (CCP) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique fourni par le candidat dans son offre finale
- Sous-détail des prix présentant la décomposition du temps passé par catégorie d'intervenants et selon les compétences, pour les différents éléments de mission par cotraitant fourni par le titulaire dans son offre finale
- Les actes de sous-traitance ou actes modificatifs de sous-traitance notifiés en cours de marché.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, la notification du marché comprendra à minima l'Acte d'Engagement, les autres pièces constitutives du marché listées ci-dessus qui ne seraient pas incluses dans la notification demeurent des pièces contractuelles du marché.

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution est de 18 mois.

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service valant démarrage des prestations.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement et de la DPGF.

Les prix comprennent tous les frais de déplacement nécessaires à la bonne réalisation des prestations. Aucune revendication liée à une éventuelle méconnaissance des conditions d'exécution du marché ne pourra être opposée à l'établissement lors de l'exécution des prestations. Il est de surcroît établi que tous les éléments visibles ou identifiables avant démarrage de l'exécution des prestations sont réputés connus de l'entreprise et ne pourront motiver une remise en cause des prix après passation du marché.

4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Les modalités de règlement des comptes sont les suivantes :

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-PI, les phases seront rémunérées sur présentation :

- d'un constat d'avancement établi et signé par la personne ayant constaté l'avancement de la prestation permettant l'établissement du service fait ;
- de la facture du titulaire conforme au constat d'avancement établi, qui se substituera à l'état d'acompte.

Le solde du marché sera établi :

- au vu d'une décision d'admission à l'issue de la validation du livrable de la dernière phase ;
- sur présentation de la dernière facture du titulaire qui constituera le décompte général et définitif et permettra le solde du marché.

Les factures devront obligatoirement être adressées par mail à mathieu.bertrand@vnf.fr pour validation avant d'être transmise dans les conditions décrites à l'articles 7.2 ci-dessous.

Toute facture déposée sans avoir été préalablement validée comme indiqué ci-dessus pourraient être rejetées lors de leur dépôt sur le portail de facturation Chorus Pro.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100075
- Code service : 00051
- Numéro d'engagement juridique : Chaque facture devra faire référence au numéro d'EJ lié au marché.

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

18, avenue Gaulard – 25000 Besançon
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, un remplaçant dans un délai de 10 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

8.1 – Contexte de l'opération

Le présent programme a pour but de présenter le contexte, définir les besoins et exigences du maître d'ouvrage dans le cadre de cette étude de programmation concernant la programmation d'un nouveau centre d'intervention et de maintenance (CMI) à Besançon pour VNF sur l'Unité territoriale d'intervention (UTI) du Canal du Rhône au Rhin.

8.1-1 Présentation de l'activité et de l'organisation de VNF

Voies navigables de France est l'opérateur national de l'ambition fluviale. Seul établissement agissant sur tout le territoire français, il est au cœur de l'écosystème du fluvial.

Le réseau navigable en France est constitué de 8 500 km traversant l'ensemble du territoire. Avec la responsabilité de 6 700 km de réseau, de 40 000 hectares de domaine public et l'exploitation de plus de 4 000 ouvrages, il est au cœur de l'écosystème et agit sur deux réseaux complémentaires et connectés : un réseau fret (dit à grand gabarit) et un réseau touristique (dit à petit gabarit).

Le fluvial est un écosystème vertueux. Principal fournisseur d'eau, il offre une capacité réelle de report modal et un véritable levier d'aménagement du territoire et de lien social. Voies navigables de France assure 3 grandes missions au service de la société : la promotion de la logistique fluviale, le concours à l'aménagement du territoire et la gestion globale de l'eau.

Les directions territoriales ont un périmètre défini par bassin : Nord Pas de Calais, Bassin de la Seine, bassin rhénan, Nord-Est, Rhône-Saône, Centre-Bourgogne, Sud-Ouest. Elles sont composées de services métiers et de services territoriaux répartis sur les itinéraires fluviaux.

Le siège de la Direction territoriale Rhône Saône est situé à Lyon. Elle est responsable d'un large secteur géographique qui s'étend de Palavas-les-Flots à Montbéliard. Ce réseau se divise en différentes unités territoriales qui s'assure du relais local sur une zone plus restreinte.

C'est le cas de l'unité territoriale du CRR, canal du Rhône au Rhin, qui s'étend de Chalon-sur-Saône à Montbéliard. Chaque unité territoriale (UTI) s'organise autour d'un site administratif unique et de plusieurs sites industriels d'intervention catégorisés en deux types : un site principal nommé CMI, centre de maintenance et d'intervention, et des PA, points d'appuis répartis le long du linéaire fluvial. La ville de Besançon accueille aujourd'hui le CMI du CRR.

8.1-2 Un nouveau CMI dans le cadre de la modernisation

Dans le cadre d'un plan de modernisation de la voie d'eau initié en 2019, VNF a pour objectif de repenser l'organisation de la maintenance industrielle afin d'améliorer les conditions d'intervention des agents, d'augmenter la disponibilité du réseau et de valoriser son patrimoine et ses infrastructures.

Une réorganisation territoriale des activités et une rationalisation des emprises immobilières permettront d'améliorer le fonctionnement de la maintenance, de simplifier la gestion et d'augmenter le confort des agents dans l'exercice de leurs missions au quotidien, notamment en mettant à leur disposition des moyens, outils et locaux adaptés et modernisés.

Une planification sur dix ans a été établie afin de prioriser les différents projets immobiliers à venir. Le CMI de Besançon est actuellement situé au Chemin de Halage de Casamène en bordure du Doubs. Dans le cadre de la modernisation de son patrimoine immobilier, VNF a étudié une réorganisation globale de ses sites, regroupant certaines fonctions afin de rationaliser son occupation foncière et par la même occasion son fonctionnement.

Le secteur de Besançon a été choisi comme emplacement stratégique pour l'implantation du futur CMI. Ce centre aura donc pour vocation de regrouper en un même lieu les missions de maintenance de niveau 3 et 4 (rationalisation du parc de machines notamment) ainsi que l'implantation, à proximité de l'activité de maintenance, des compétences des bureaux ingénierie et méthodes. Par ailleurs, le siège administratif de l'UTI sera également intégré à cette nouvelle implantation.

Actuellement VNF possède deux implantations à Besançon, le Moulin Saint-Paul, 18 avenue Arthur Gaulard, qui accueille à ce jour le site administratif du CRR. Ce bâtiment est vétuste et pas adapté pour accueillir le site industriel. Le site industriel se trouve lui à Casamène, au 15 chemin de halage. De la même façon ce site est trop exigu pour accueillir l'activité du nouveau siège de l'UTI et du futur CMI.

VNF a donc acté qu'un nouveau site dans le secteur de Besançon devait être trouvé afin de pouvoir créer un CMI répondant à l'ensemble des exigences souhaitées, qui pourra pérenniser l'activité de l'UTI.

8.1-3 Objectifs pour ce nouveau CMI

Dans le cadre du déploiement de l'activité immobilière de VNF, un référentiel standard de programmation des centres de maintenance et des points d'appui a été rédigé en 2021 détaillant :

- L'état des lieux et le recueil des besoins métiers d'implantations actuelles ;
- La rédaction d'un préprogramme reprenant les besoins relevés, accompagné d'une réflexion autour du concept de bâtiments standards ;
- La rédaction d'un guide de programmation des centres de maintenance et points d'appui, comprenant les volets fonctionnels, environnemental et technique.

Pour chaque opération de construction/réhabilitation, ce document sera complété par un prestataire spécialisé (programmiste) pour, d'une part, tenir compte du terrain d'assiette retenu (caractéristiques physiques, documents d'urbanisme, contraintes dont PPRI...) et, d'autre part, prendre en compte les spécificités de celle-ci (adaptation et compléments des exigences de base notamment au regard des effectifs, des activités qui y seront déployées...). Le dimensionnement des locaux, notamment tertiaires, devra aussi répondre aux

objectifs de la Direction Immobilière de l'État et la circulaire du 8 février 2023 de la Première Ministre Elisabeth Borne.

Cette étude s'inscrit donc dans cette démarche et vise tout d'abord à rédiger un préprogramme croisant les référentiels avec la réalité des besoins exprimés par les utilisateurs. Ce préprogramme permettra à la maîtrise d'ouvrage de chercher des sites (terrain nu ou partiellement construit) répondant aux besoins formulés dans le préprogramme. La maîtrise d'ouvrage sélectionnera trois sites qui seront ensuite étudiés par le mandataire, afin de vérifier la pertinence de ceux-ci vis-à-vis de la recherche. Une fois un site choisi, une phase dernière phase visera à rédiger un programme technique croisant le préprogramme et le site et détaillant les objectifs de la MOA quant aux travaux prévus.

Nous vous joignons en annexe de cette consultation, un premier recensement des besoins réalisé en interne, qui vous permettra de dimensionner l'ampleur du projet.

8.1-4 Intervenants et interlocuteurs

La maîtrise d'ouvrage :

Voies Navigables de France (VNF) – Direction territoriale Rhône Saône (DTRS) - 2, rue de la Quarantaine 69321 Lyon cedex 05

Monsieur le Secrétaire général de la DTRS, Bruno VIDAL, assisté par M. Mathieu BERTRAND, responsable du Bureau des Moyens Généraux, Parc et Immobilier (BMGPI) assurent la représentation du maître d'ouvrage dans le cadre de cette opération.

Conduite d'opération :

Service BMGPI, DTRS, VNF - 2, rue de la Quarantaine 69321 Lyon cedex 05 représenté par son responsable, Mathieu BERTRAND.

La conduite d'opération sera menée par Océane KLING, cheffe de projets immobiliers au sein du BMGPI qui fera le lien avec les services occupants et utilisateurs du site dans le cadre des études et de la réalisation des travaux.

Un COPIL, comité de pilotage, réunira les différents chefs de service et le directeur du site. Des présentations de fin de phases seront prévus par le titulaire pour présenter le travail réalisé.

8.2 - Programme

8.2-1 Objectif de l'étude

L'objectif de cette étude est de rédiger un programme technique dans l'objectif de construire un nouveau site qui répondra aux exigences de VNF.

Dans un premier temps, un approfondissement des besoins sera réalisé en lien avec les services VNF et l'UTI. En effet, un travail interne servira de support détaillant les effectifs, les matériels et les besoins de surface du nouveau centre. Il est attendu du lauréat de la présente consultation une fiabilisation du besoin, la concertation sur le niveau d'exigence attendu sur un certain nombre de sujets comme les performances énergétiques du bâtiment, la qualité des espaces de travail tertiaire et industriel, etc. Pour cela, différents entretiens seront à prévoir afin d'affiner le besoin. Un préprogramme « théorique » sans site géographique défini sera rédigé en ce sens. Des critères objectifs seront établis afin d'accompagner la MOA dans la recherche d'un nouveau site d'implantation.

Afin d'accompagner la MOA dans sa recherche, une phase d'analyse des sites sera à prévoir (cf exemple ci-joint), afin d'appuyer le MOA dans sa décision. Une faisabilité sera réalisée sur 3 sites désignés avec en synthèse un comparatif des 3 implantations d'un point de vue bâtiminaire, administratif (facilités pour dérouler le projet : process d'acquisition, autorisation administratives travaux, ...) mais également fonctionnel (dans les locaux mais également en projection sur le terrain).

Cela permettra de cerner les avantages et inconvénients de chaque site, les contraintes réglementaires et la cohérence avec le préprogramme rédigé pour argumenter le choix de site.

Une fois le site défini et les démarches d'achat engagées, le préprogramme sera mis en relation avec la faisabilité afin de rédiger un programme de travaux complet pour le recrutement d'un maître d'œuvre. Il sera joint d'un planning estimatif des travaux, ainsi qu'une estimation des travaux à prévoir. Des fiches locaux et espaces seront également jointes au programme pour cadrer au mieux l'aménagement global du nouveau site.

Une phase d'aide à la consultation d'une MOE sera à prévoir au besoin. La procédure reste à définir selon la typologie du site retenu (construction neuve, réhabilitation, extension d'un existant).

8.2-2 Phases de l'étude

L'étude sera divisée en plusieurs missions qui rythmeront les paiements (cf CCP).

Tranche	Phase	Décomposition
Tranche ferme	Phase 1 : Analyse, approfondissement, fiabilisation du besoin et rédaction d'un préprogramme théorique	
	Phase 2 : Appui du MOA sur la sélection de sites et analyse de la compatibilité avec le préprogramme pour choix du site	
<i>Point d'arrêt 1 : choix d'un site</i>		
Tranche optionnelle 1	Phase 3 : Réalisation d'une faisabilité détaillée sur le site déterminé. Diagnostic exhaustif du site et faisabilité complète chiffrée	
<i>Point d'arrêt 2 : décision et achat d'un site</i>		
Tranche optionnelle 2	Phase 4 : programme technique et fonctionnel détaillé	
<i>Point d'arrêt 3 : Validation du programme - lancement opérationnel de l'opération immobilière</i>		
Tranche optionnelle 3	Phase 5 : assistance au maître d'ouvrage pour la passation du marché de maîtrise d'œuvre (concours).	5-1 Élaboration du DCC
		5-2 Assistance à la sélection des candidatures de maîtrise d'œuvre
		5-3 Assistance à sélection du maître d'œuvre, analyse ESQ

Chaque phase fait l'objet d'une décision de validation de la part du maître d'ouvrage.

Les phases de la mission sont considérées comme phases techniques. Comme prévu par l'article 20 au CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'interrompre le marché à l'achèvement de chaque élément de mission, sans que cela donne droit au versement d'une indemnité pour le titulaire.

En cas d'affermissement des tranches optionnelles, l'exécution des tranches optionnelles n'est pas obligatoirement successive. La MOA pourra affermer les tranches optionnelles dans un ordre différent de celui fixé au départ, voire se réserver la possibilité qu'elles puissent s'exécuter de manière concomitante et pas seulement successive. L'affermissement des tranches se fera dans les conditions prévues dans le CCP et selon l'ordre de service d'affermissement de la tranche optionnelle.

L'affermissement des tranches optionnelles se réalisera selon les conclusions des phases précédentes (Phase 1 et Phase 2). Les tranches optionnelles pourront être affermies pendant toute la durée d'exécution du marché par un ordre de service émis par la MOA.

8.2-3 Contenu de la mission

8.2-3-1 Tranche ferme

Phase 1 : Analyse du besoin et préprogramme théorique

La phase 1 clarifiera le besoin des utilisateurs en croisant les données déjà recensées avec les différents guides et réglementations (guide des CMI VNF, circulaire du 8 février 2023 de la Première Ministre pour l'occupation des surfaces tertiaires de l'Etat, décret BACS, etc) pour déterminer le besoin réel visé pour ce projet, les effectifs et les surfaces. Un préprogramme sera rédigé afin de servir de support à la recherche de 3 sites pour accueillir ce projet.

Pour cela une visite des différents sites occupés par les agents à regrouper sera nécessaire afin de visualiser les conditions de travail actuelles mais également entrevoir l'aspect fonctionnel entre les différents espaces et les entités logées. Des entretiens seront également à prévoir afin de clarifier l'objectif visé.

La visite d'un CMI « modèle » pourra également être organisée pour que le programmeur puisse visualiser un ou des sites fonctionnels. Le CMI « modèle » sera défini dès que le titulaire du marché sera retenu.

Le préprogramme théorique comprendra (liste non exhaustive) :

- La présentation de l'opération :
 - Contexte ;
 - Rappel du besoin ;
 - Schémas fonctionnels ;
 - Surfaces cibles ;
- Présentation des objectifs et des performances à atteindre
 - Fiches espaces ;
 - Objectifs réglementaires et techniques (sécurité incendie, accessibilité à tous handicaps, structure, clos-couvert, équipements CVC, équipements électriques, acoustique, énergie renouvelable, ratio d'occupation,...) ;
 - Analyse architecturale générale, principes constructifs ;
- Fiche support pour la recherche de site par VNF :
 - Localisation, secteur de recherche, accessibilité du site ;
 - Dimensions approximatives et typologie des biens recherchées (projet neuf, extension, réhabilitation) ;
 - Environnement proche, et desserte ;
 - Caractéristiques bloquantes pour la détermination du site ;
 - Etc..

Ce préprogramme théorique proposera une synthèse des éléments de recherche à fournir à la maîtrise d'ouvrage pour affiner les critères de recherche de sites.

Le titulaire détaillera dans son mémoire technique la méthodologie envisagée (entretiens, visites de site... etc.).

En fin de phase 1, un COPIL sera à prévoir avec support fourni par le prestataire afin de présenter les résultats de ce recensement des besoins, et de confirmer les attendus du projet via la rédaction du pré-programme « théorique ».

Phase 2 : Aide à la recherche de site

VNF se chargera de la recherche foncière en se basant sur le préprogramme validé et la liste des critères préconisés par le titulaire en phase 1. VNF se réserve le droit de s'attacher les services d'un prestataire externe ou professionnel du métier pour faciliter ses recherches.

Un accompagnement de la recherche est à prévoir à la mission. En fonction des sites envisagés, le programmeur pourra échanger avec VNF et l'orienter dans sa recherche afin de sélectionner le meilleur site. Pour cela, un outil d'étude pourra être mis en place qui permettra pour chaque nouveau site proposé de balayer l'ensemble des critères recherchés et de vérifier la compatibilité du site avec le besoin.

Remarque : il ne s'agit pas là de réaliser une étude de faisabilité poussée sur chaque terrain proposé, mais bien de croiser les besoins formulés au préprogramme en termes de localisation, surface, etc. avec le potentiel du site proposé.

Le titulaire détaillera dans son mémoire technique la méthodologie envisagée (liste des critères étudiés dans le cadre de cette étude, niveau de détail proposé).

En fin de phase 2, un COPIL sera à prévoir avec support fourni par le prestataire afin de présenter les résultats de cette recherche foncière.

8.2-3-2 Tranche optionnelle 1

Phase 3 : Études de faisabilité – tests de scénarii

Une fois le site choisi par VNF, le prestataire réalisera une étude de faisabilité plus poussée du site retenu afin de connaître en détail les contraintes techniques et réglementaire à la réalisation du projet. L'ampleur de cette tâche dépendra bien sûr du type de bien choisi : terrain nu, bâtiment existant à rénover, extension à prévoir etc.

Cette faisabilité devra balayer à minima les sujets suivants :

- Emplacement, contexte urbain, desserte et rayonnement par rapport au territoire de l'UTI ;
- Organisation du site, présentation du ou des bâtiments ;
- Règlements urbains, patrimonial, risques, contexte environnemental,
- Topographie, hydrogéologie et réseaux ;
- Diagnostics bâtimentaires pour connaître l'état de l'existant et la masse de travaux à engager ;
- Scénario d'implantation du projet ;
- Calcul des surfaces utiles potentielles ;
- Aménagement fonctionnel et réglementaire du bien – spatialisation des espaces, projection en plans ;
- Estimation du coût des travaux ;
- Etc.

Puis le titulaire élaborera des scénarii d'implantation du bâtiment sur le terrain à disposition répondant aux exigences du préprogramme théorique. Il est attendu de la part du prestataire l'élaboration de **plans de masse et plans de niveaux** de faisabilité spatiale des scénarii envisagés, faisant apparaître l'emprise indicative du ou des bâtiments à construire et les limites foncières.

Les scénarii doivent aussi présenter l'organisation et l'implantation spatiale des espaces prévus au préprogramme. Un projet de planning doit aussi être fourni en indiquant les différentes étapes de construction/rénovation du bâtiment depuis le démarrage de la procédure de recrutement du concepteur jusqu'à la réception des travaux.

Le rendu comprendra :

- L'analyse des scénarii :

- Faisabilité spatiale, sous forme de plans de principe et de synoptiques d'organisation ;
 - Faisabilité technique compte tenu des contraintes du site existant ;
 - Faisabilité organisationnelle comportant à la fois la réalisation et la réponse au projet de service ;
 - Projection des coûts d'investissement, de fonctionnement et du bilan en coût global ;
 - Synthèse des atouts et contraintes environnementales mises en valeur ;
 - Présentation des calendriers prévisionnels de réalisation.
- Une évaluation comparative des différents scénarios sur le plan fonctionnel, technique, économique, délai ;
 - L'assistance au maître d'ouvrage dans le choix d'un scénario.

En fin de phase 3, un COPIL sera à prévoir avec support fourni par le prestataire afin de présenter les scénarios proposés.

8.2-3-3 Tranche optionnelle 2

Phase 4 : Programme technique et fonctionnel détaillé

La phase de programme définitif permettra d'arrêter précisément les contours de l'opération en se fondant sur le pré-programme théorique, adapté en fonction du site choisi et des résultats des études de faisabilité.

Sur la base du scénario retenu par le maître d'ouvrage, le prestataire établira le programme technique détaillé. Il comprendra notamment :

- La présentation générale de l'opération,
- La description du site,
- Les quantifications et qualifications des espaces,
- La description fonctionnelle des besoins,
- Les exigences techniques spécifiques, environnementales, économiques,
- Les objectifs de performance environnementale et indicateurs associés,
- Les contraintes opérationnelles,
- Le calendrier prévisionnel de réalisation.

À ce stade, le prestataire doit dresser la liste des études complémentaires nécessaires à la consultation des maîtres d'œuvre et fournir le cahier des charges correspondant, apporter l'assistance au maître d'ouvrage pour retenir puis faire exécuter les prestataires en charge de ces études complémentaires.

8.2-3-4 Tranche optionnelle 3

Phase 5 : assistance au maître d'ouvrage pour la passation du marché de maîtrise d'œuvre (concours).

Élaboration du dossier de consultation des concepteurs (DCC)

Le prestataire devra établir le DCC. Font partie du DCC, et sont à ce titre rédigés par le prestataire :

- la définition de la nature et le volume des documents que doivent remettre les concurrents ;
- le cadre technique de réponse des candidats maîtres d'œuvre ;

- le règlement de la consultation et plus particulièrement les critères de jugement du concours précisant les critères figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ;
- le cadre de décomposition de l'estimation prévisionnelle du coût des travaux par le maître d'œuvre ;
- les tableaux de surface ;
- l'assistance pour la rédaction du règlement de concours (éléments de rendu et critères de jugement).

Parallèlement le prestataire remettra au maître d'ouvrage un projet de grille de critères et de fiche d'analyse des candidatures.

Assistance à la sélection des candidatures de maîtrise d'œuvre

Le prestataire doit, au titre de cet élément de mission :

- effectuer le récapitulatif de l'ensemble des candidatures.
- vérifier la conformité de chaque dossier, tant sur le plan administratif que sur celui des critères énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence.
- l'analyse des dossiers suivant les grilles d'évaluation définies préalablement et validées par le maître d'ouvrage.
- la rédaction et la mise en forme du document de synthèse qui sera remis au membre du jury. Outre l'analyse des candidatures, ce document comportera notamment une présentation de l'opération et de ses caractéristiques principales ainsi que l'exposé de la méthode d'analyse des candidatures.
- la présentation devant le jury (diapositives, document de synthèse, ...).
- la rédaction du procès-verbal du jury.

Assistance à l'analyse des projets et à la sélection de la maîtrise d'œuvre

Le prestataire présente oralement le programme aux candidats admis à répondre en faisant ressortir les points importants pour la bonne compréhension des exigences du maître de l'ouvrage. Il participe à une ou deux éventuelles réunions d'information sur le site avec la rédaction du compte-rendu correspondant. Il formalise par écrit les questions des candidats et les réponses qui y sont apportées.

Sur la base des grilles et fiches d'analyse élaborées par le prestataire et validées par le maître d'ouvrage, le prestataire analysera chacun des projets suivant les critères de la consultation. Il accomplira les éléments de mission suivants, pour chaque projet.

- analyse de l'adéquation projet/programme.
- analyse des caractéristiques de chaque projet et, en particulier, des dysfonctionnements ou défauts.
- analyse du respect des exigences techniques.
- analyse du respect des contraintes du site et plus particulièrement des contraintes réglementaires, dont l'urbanisme.

Le prestataire assurera en outre la synthèse des avis et observations des membres de la commission technique.

Au terme de cet élément de mission le prestataire produira un document de synthèse comportant :

- un rappel de programme et des enjeux de l'opération.
- la présentation générale de chacun des projets.
- les résultats de l'analyse conduite par la commission technique suivant les thèmes exposés ci-dessus.
- une conclusion avec comparaison multicritère des projets.

Le prestataire assurera la présentation des projets au jury et des travaux de la commission technique. Les moyens matériels nécessaires seront fournis par le prestataire.

Il rédigera, en liaison avec le maître d'ouvrage, le procès-verbal de la réunion du jury.

Après la désignation du lauréat, le prestataire rédigera à l'attention du groupement titulaire du marché de maîtrise d'œuvre, un document regroupant toutes les remarques et recommandations formulées par le jury et par la commission technique.

Il mettra à jour le document programme, élément contractuel du marché de maîtrise d'œuvre.

8.2-4 Documents fournis au prestataire retenu

Le titulaire devra lister l'ensemble des pièces utiles à l'étude et en faire la demande à la MOA.

Un premier recensement des besoins sera communiqué

8.2-5 Rendus attendus et présentations

Un rendu est attendu pour chaque phase de la mission sous forme de rapports provisoires puis définitifs après validation par le maître d'ouvrage. Chaque rapport fera l'objet d'une note synthétique. Ces rapports seront fournis sous format PDF. Une présentation électronique sous forme de diapositives sera également fournie. Un soin sera apporté à la communication des résultats afin de faciliter la communication avec les utilisateurs.

Des CR de chaque réunion ou visite de site seront rédigés par le prestataire et fournis à la MOA.

8.3 – Planning théorique

- ❖ Consultation du titulaire : novembre 2025
- ❖ Notification du titulaire : décembre 2025
- ❖ Début des études : par OS fin février 2026
- ❖ Phase 1 : mars-avril 2026
- ❖ Phase 2 : avril-mai 2026
- ❖ Phase 3 : septembre 2026
- ❖ Phase 4 : octobre 2026
- ❖ Phase 5/Consultation MOE : novembre 2026

Le titulaire détaillera dans son mémoire technique le planning envisagé.

9 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

11 - Pénalités

11.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/3000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

11.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 100,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

13 – Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

14 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG-PI, le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Besançon est compétent en la matière.

30, rue Charles Nodier
25044 Besançon Cedex 3
Téléphone : 03 81 82 60 00
Télécopie : 03 81 82 60 01
Courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 3.1 du CCP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 9 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 10 du CCP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles